

DJABALLAH RAPPELLE LES ENGAGEMENTS DE BOUTEFLIKA

«Le Parlement doit participer à la révision de la Constitution»

Le président du Front de la justice et du développement a déclaré qu'une fois élue, sa formation serait prête à participer à l'élaboration de la future Constitution.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Saâd Abdallah Djaballah a dressé, hier, le bilan de trois semaines de campagne électorale. Un périple à travers 37 wilayas durant lequel il a organisé 118 activités politiques. Mais Djaballah se projette déjà dans le futur proche.

Au cours d'une conférence de presse animée au siège de sa formation, il a tenu à rappeler un des principaux engagements du président Abdelaziz Bouteflika : la participation des deux chambres du Parlement dans la rédaction de la Constitution. «L'initiative portant

révision de la loi fondamentale est certes du ressort exclusif du chef de l'Etat. Mais je rappelle qu'il a pris l'engagement de faire participer le Parlement», a expliqué le président du FJD. Selon lui, les deux chambres «doivent être saisies afin d'étudier, de débattre et d'enrichir» le projet qui sera présenté par Abdelaziz Bouteflika. «Le Front de la justice fera en sorte d'apporter sa contribution en proposant des amendements portant sur le régime politique, la protection des citoyens et le fonctionnement des institutions consultatives.» Pour ce qui est du mode

d'adoption du texte, Djaballah a indiqué que l'option choisie dépendra de la teneur des amendements apportés à la Constitution. «Si c'est une révision partielle, comme ce fut le cas en 2001 et en 2009, il suffira de faire adopter le texte par les deux chambres réunies. Mais si cette révision est profonde, et qu'elle touche aux fondements du régime politique, il sera alors nécessaire de la soumettre à un référendum populaire», dira Djaballah.

Par ailleurs, il a annoncé que si sa formation décroche la majorité dans la future Assemblée, il s'est dit prêt à un «gouvernement dans le cadre d'une coalition».

T. H.



Djaballah se projette déjà dans le futur proche.

Photo : New Press

FAISANT LE BILAN DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Benabdeslam tire sur les partis de l'Alliance présidentielle

Pour Ahmed Benabdeslam, si le peuple algérien a atteint un seuil intolérable de déception et de désespoir, faisant naître en lui une sorte d'aversion à l'égard de la chose politique, c'est en très grande partie par la faute du pouvoir en place, à travers l'action du gouvernement.

M. Kebci - Alger (Le Soir)- Une action qui, selon le président du Front de l'Algérie Nouvelle (FAN), qui présentait, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, le bilan de la campagne électorale pour les législatives de ce jeudi, qui a été tout sauf un succès, comme tentent de le claironner et de s'en défendre les partis de l'Alliance présidentielle.

Bien au contraire, soutiendra le conférencier, tout le bilan du triumvirat présidentiel est dans la détresse sociale et le désespoir qu'il dira avoir pu relever le long de son périple électoral de près de 7 000 km qui l'a mené dans 43 wilayas du pays avec pas moins de 60 meetings animés en sus d'innombrables rencontres de proximité.

Et c'est pour cela, d'ailleurs, que «la coalition a tout fait pour saborder le train des réformes politiques initié par le président de la République, affirmera Benabdeslam, dont notamment le retardement délibéré de la nouvelle loi sur les partis, manière, dira-t-il, de ne pas permettre aux nouveaux partis de bien se préparer pour ces législatives».

Et au patron du FAN de mettre sur le compte du trio présidentiel toutes les anomalies qui caractérisent le processus électoral, autant d'aléas et d'embûches qui visent, selon lui, «à désintéresser le maximum de citoyens de ce scrutin, sachant que si jamais vote citoyen massif il y a, il sera un vote sanction».

Pour Benabdeslam, l'équation est toute simple, «ces partis du pouvoir ont leurs réservoirs électoraux



Benabdeslam accuse l'Alliance d'avoir sabordé les réformes politiques.

Photo : New Press

et font tout pour éviter de subir le vote sanction qui ira inévitablement vers les autres partis, ce qui les hante».

Mais des trois partis de l'Alliance présidentielle, c'est le MSP qui subira le plus les attaques du leader du FAN, qui l'accuse de vouloir se refaire une virginité en faisant croire en un retrait de la coalition du pouvoir.

«C'est un leurre puisque ce parti maintient ses ministres en poste et dont certains se présentent même à ces élections en usant des moyens publics pour les besoins de leur campagne électorale.»

Dans son réquisitoire, Benabdeslam citera les exemples des projets de l'autoroute Est-Ouest, ou encore celui du tramway et des barrages d'eau, s'attardant sciemment sur les scandales financiers qui les ont émaillés. «Tout projet obéit à un cahier des charges qui détermine la qualité, le coût et la durée des travaux et aucun de ces trois préalables n'a été malheureusement respecté», dira le conférencier qui met le doigt sur «la qualité plus que douteuse des travaux, le prolongement indéterminé de leur

durée et la réévaluation exponentielle de leurs montants».

Et à Benabdeslam d'évoquer l'acquisition par une EPIC d'une machine pour le contrôle préalable de la qualité de tout tronçon de l'autoroute Est-Ouest avant sa mise en service. «Une machine qui, selon lui, n'a jamais été utilisée», d'où, poursuivra-t-il, les nombreuses anomalies qui caractérisent ce grand projet dont le montant a été multiplié par trois, voire quatre». Ceci avant qu'il ne fasse remarquer que ce titanique projet «n'est pas encore achevé et manque de beaucoup de commodités que le cahier des charges a prévues, entre autres l'éclairage qui en fait une autoroute diurne», ironisera-t-il.

Le même reproche a été fait à un autre portefeuille ministériel sous la coupe du MSP, celui du Commerce, qui, pour le leader du FAN, n'a pu élaborer une politique des prix, notamment ceux des produits de première nécessité et de large consommation, se cachant derrière l'argument de l'ouverture du marché avec son corollaire la liberté des prix.

M. K.

POUR UNE FAUSSE INSTRUCTION

Le wali de Annaba dépose plainte contre X

Une plainte contre X a été déposée auprès du procureur général de la cour de Annaba par le wali, Mohamed Ghazi, pour une vraie fausse instruction portant sa griffe et sa signature scannées. Ce faux prête au wali une recommandation adressée aux services administratifs et sécuritaires de la wilaya de «se mettre à la disposition du candidat aux prochaines élections législatives du 10 mai 2012 Tlaïba Baha-Eddine et de lui fournir tous les moyens afin de faciliter sa tâche lors de ses meetings».

Cette affaire, qui a été dévoilée par le wali de Annaba lors d'un point de presse tenu lundi en fin d'après-midi visait à porter un grave préjudice à la neutralité de l'administration dans ces élections, estime le concerné. Cette pratique malsaine et grossière a été dénoncée par le wali, affirmant qu'il n'était «pas fou pour émettre une telle énormité. Comme ne l'est pas le candidat mis en cause pour produire un faux aussi préjudiciable pour son parti. Ça ne peut être que le fait d'un vil individu».

Selon des indiscrétions, ce faux, puni sévèrement par la loi, d'autant qu'il met en cause un commis de l'Etat, ayant sous sa responsabilité l'une des plus importantes wilayas du pays, serait le fait d'un candidat qui voulait ainsi faire d'une pierre deux coups : affaiblir son concurrent qu'il considère comme adversaire aux législatives et régler à sa manière un contentieux avec le wali, pour lequel il n'était pas dans son droit.

Toujours à propos des prochaines législatives, M. Ghazi dira que plus de 50 000 personnes ont assisté aux différents meetings tenus durant la campagne électorale par les partis et indépendants en lice dans cette wilaya. Il fera également part de l'arrivée hier mardi des observateurs de l'ONU et de l'Union africaine (UA) qui rejoindront les deux observatrices de l'Union européenne arrivées à Annaba à la veille de la campagne électorale.

Pour le côté matériel, M. Ghazi expliquera que l'acheminement des urnes transparentes vers les communes et des bulletins de vote vers les daïras pour être distribués aux communes la veille du scrutin devait se faire hier mardi. Il parlera aussi de la mobilisation des conditions humaines et matérielles dont le transport et la restauration de l'encadrement des 903 bureaux de vote qui sont au nombre de 7 000 agents, pour un bon déroulement de l'opération.

M. Ghazi a instruit ses collaborateurs à faciliter au maximum le travail des observateurs de l'ONU, l'UA et l'UE. Il insistera également sur l'aide à apporter aux électeurs dans l'accomplissement de leur devoir électoral. «Une pièce d'identité : carte nationale d'identité, permis de conduire, passeport voire même carte Chifa peuvent suffire pour permettre à un électeur de voter à condition qu'il soit porté sur le registre des inscrits», a-t-il souligné, avant d'appeler les citoyens de Annaba «à voter pour le candidat de leur choix, mais d'accomplir leur devoir. Vous devez le faire même si vous glissez un bulletin blanc dans l'urne», a-t-il souligné en s'adressant aux citoyens de Annaba à travers les médias. Pour la sécurité de ces élections, le wali de Annaba a relevé que les centres de vote seront gardés quarante-huit heures avant le début de l'opération et que toute personne qui essaiera de faire de la propagande pour telle ou telle liste sera évacuée illico presto.

A. Bouacha